

R

RADIODIFFUSION. — Proposition de résolution de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour augmenter la puissance et le rayonnement du poste émetteur de Radio-Strasbourg, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de la presse), n° 967.

Il n'a pas été présenté de rapport.

RADIOPHOTOGRAPHIE. — Voy. *Hygiène et santé publique*, § 1^{er}.

RADIO-STRASBOURG. — Voy. *Radiodiffusion*.

RAPATRIÉS.

— de la Wermacht. — Voy. *Alsace-Lorraine*, § 9.

Voy. aussi: *Assurances sociales*, § 1^{er}. — *Prisonniers et déportés*, § 7.

RAPPORTS (Publication des). — Voy. *Journal officiel*.

RATIFICATION DE DÉCRETS. — Voy. *Ouverture et annulation de crédits*, § 1^{er}.

RATION.

— de tabac. — Voy. *Tabacs*, § 9.

— de vin. — Voy. *Ravitaillement*, § 9.

RATIONNEMENT.

— du tabac. — Voy. *Tabacs*, § 7.

RAVITAILLEMENT.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Jean-Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 82; rapport le 5 septembre par M. Kir, n° 688 (voy. *ci-dessous*, §§ 2 et 7). Adoption sans débat le 26 septembre 1946. — Résolution n° 67.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Bouvier-O'Cottreau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des Français non-producteurs des villes et des campagnes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 125; rapport le 5 septembre par M. Kir, n° 688 (voy. *ci-dessus*, § 1^{er} et *ci-dessous*, § 7.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Villard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'extrême urgence les mesures nécessaires pour que les agriculteurs perçoivent les rations de vin de la catégorie T3, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 209 ; rapport le 23 août (2^e séance) par M. Vuillaume, n° 525. Adoption sans débat le 5 septembre 1946. — Résolution n° 38.

§ 4. — Proposition de résolution de MM. Eugène Rigal, André Monteil et Reille-Soult tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir le retour au marché libre en ce qui concerne le commerce de la viande, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 210.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Baumel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi renforçant les pénalités prévues contre le marché noir et prévoyant la peine de mort, pour actes graves, portant atteinte à la santé publique, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du ravitaillement et pour avis à la Commission de la justice), n° 216.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à décider la suppression des « Bons de circulation », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 282.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier

le système d'attribution des suppléments régionaux et nationaux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 307 ; rapport le 5 septembre par M. Kir, n° 688 (voy. *ci-dessus*, §§ 1 et 2).

§ 8. — Proposition de résolution de M. André tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le rationnement du pain, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 435.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Maurice Petsche tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer un meilleur ravitaillement aux non-producteurs dans les communes rurales et aux agriculteurs le bénéfice des rations de vin de la catégorie T3, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 448.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 10. — Proposition de loi de Mme Degrand et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou de denrées sur la voie publique et autres lieux publics ou privés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 août 1946 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission du ravitaillement), n° 482.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 11. — Proposition de résolution de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à défendre le consommateur par la répression de la spéculation sur la vente des vins, présentée à l'Assemblée nationale Constituante le 20 août 1946 (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 498.

Il n'a pas été présenté de rapport.

RAVITAILLEMENT.

§ 12. — Proposition de résolution de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser et réglementer le marché de la viande par la suppression des intermédiaires inutiles, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 611.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 13. — Proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les non-producteurs le bénéfice des suppléments réservés jusqu'à maintenant aux seules communes prioritaires, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 10 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 690.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 14. — Proposition de loi de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les articles 7 et 9 de l'ordonnance du 17 juillet 1945 sur le ravitaillement, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 10 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 691.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 15. — Projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 septembre 1946 (2^e séance) par M. Yves Farge, Ministre du Ravitaillement (renvoyé à la Commission du ravitaillement et pour avis à la Commission de la justice), n° 756; rapport le 23 septembre (3^e séance) par M. Kir, n° 993; avis le 28 septembre (2^e séance) par M. Mabrut, n° 1118; rapport supplémentaire le 30 septembre par M. Kir, n° 1127. Adoption le 1^{er} octobre 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 86.

Loi du 4 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 5 octobre.

DISCUSSION [1^{er} octobre 1946] (A., p. 4334); Art. 1^{er} (p. 4335); Amendement présenté par M. Louis Rollin tendant à ne pas revenir à l'internement administratif (*ibid.*); Rejet (p. 4339); Adoption de l'article premier modifié (*ibid.*). — Art. 2 et 3: adoption (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Rollin tendant à supprimer cet article (*ibid.*); Adoption (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion des articles: Mme Degron, *Présidente de la Commission du ravitaillement*; MM. Yves Farge, *Ministre du Ravitaillement*; le chanoine Kir, *Rapporteur*; Kriegel-Valrimont, *Président de la Commission de la justice et de législation générale*; de Moro-Giafferri, Louis Rollin.

§ 16. — Projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 septembre 1946 (2^e séance) par M. Yves Farge, Ministre du Ravitaillement (renvoyé à la Commission du ravitaillement et pour avis à la Commission de l'agriculture), n° 781; rapport le 20 septembre (2^e séance) par M. Rophé, n° 959; avis le 21 septembre par M. Waldeck Rochet, n° 980. Adoption le 1^{er} octobre 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 84.

Loi du 4 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 5 octobre.

DISCUSSION [1^{er} octobre 1946] (A., p. 4310); Sont entendus dans la discussion générale: MM. de Sesmaisons, Rophé, *Rapporteur*; Waldeck Rochet, *Président de la Commission de l'agriculture*; Rophé, *Rapporteur*; Waldeck Rochet, *Président de la Commission de l'agriculture*; Mme Degron, *Présidente de la Commission du ravitaillement*; MM. le chanoine Kir, André Denis, Coffin, de Sesmaisons, Henry, Guy Petit, Yves Farge, *Ministre du Ravitaillement*; Rophé, *Rapporteur*; Waldeck Rochet, *Président de la Commission de l'agriculture*; Coffin, Waldeck Rochet, *Président de la Commission de l'agriculture*; Mme Degron, *Présidente de la Commission du ravitaillement*; MM. de Moro-Giafferri, Rophé, *Rapporteur*; Waldeck Rochet, *Président de la Commission de l'agriculture*; Mme Degron, *Présidente de la Commission du ravitaillement*; M. Yves Farge, *Ministre du Ravitaillement*; Clôture de la discussion géné-

rale (p. 4318); Art. 1^{er} (*ibid.*); Amendement présenté par M. de Moro-Giafferri tendant à préciser le caractère exceptionnel de la loi (p. 4322); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Schauffler tendant à n'appliquer la loi qu'aux infractions à la législation économique (*ibid.*); Rejet au scrutin (p. 4326); liste des votants (p. 4343); Alinéa nouveau présenté par le Ministre du Ravitaillement concernant les animaux de boucherie et de charcuterie (p. 4327); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'article premier (*ibid.*). — Art. 2 à 5 : adoption (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*); Adoption des deux premiers alinéas (p. 4328); Amendement présenté par M. Ihuel tendant à éviter la création de nouveaux fonctionnaires (*ibid.*); retrait (*ibid.*); Adoption du 3^e alinéa et de l'ensemble de l'article 6 (*ibid.*). — Art. 7 : adoption (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*); Adoption (*ibid.*). — Art. 9 : adoption (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4330). — Ont pris part à la discussion des articles : MM. Vincent Badie, Charles Barangé, Paul Boulet, Bouvier-O'Gottreau, Paul Courant, Mme Degron, *Présidente de la Commission du ravitaillement*; MM. André Denis, Devinat, Yves Farge, *Ministre du Ravitaillement*; l'abbé Gau, Guitton, Hutin-Desgrées, Laurens, Guy Petit, Waldeck Rochet, *Président de la Commission de l'agriculture*; Louis Rollin, Rophé, *Rapporteur*; Schauffler, de Sesmaisons, Thamer.

§ 17. — Projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 septembre 1946 (2^e séance) par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission du ravitaillement et pour avis à la Commission de la justice), n° 782; rapport le 23 septembre (3^e séance) par Mme Galicier, n° 997; avis de la Commission de la justice le 25 septembre (3^e séance) par M. Badie, n° 1061; rapport supplémentaire le 27 septembre (2^e séance) par Mme Galicier, n° 1098. Adoption le 1^{er} septembre 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 85.

Loi du 4 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 5 octobre.

DISCUSSION [1^{er} octobre 1946] (A., p. 4330); Sont entendus dans la discussion générale : Mme Galicier, *Rapporteur*; MM. Yves Farge,

Ministre du Ravitaillement; Vincent Badie, *Rapporteur pour avis de la Commission de la justice et de législation générale*; Péron, Mme Galicier, *Rapporteur*; MM. Pierre Bourdan, Maurice Viollette, Mme Degron, *Présidente de la Commission du ravitaillement*; Clôture de la discussion générale (p. 4332); Art. 1^{er} (*ibid.*); Adoption des cinq premiers alinéas (*ibid.*); Amendement présenté par M. René Coty tendant à remplacer les mots : « soit s'être rendu complice » par les mots : « soit fait acte de complicité » (*ibid.*); Adoption (p. 4333); Adoption du 6^e alinéa (p. 4334); Adoption des deux derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 1^{er} (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*); Adoption (*ibid.*). — Art. 3 : adoption (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion des articles : MM. Jacques Bardoux, Bétoulaud, Coffin, René Coty, Mme Degron, *Présidente de la Commission du ravitaillement*; Yves Farge, *Ministre du Ravitaillement*; Laurens, de Moro-Giafferri.

§ 18. — Proposition de résolution de M. Jean-Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration journalière de pain et à améliorer le taux de blutage de la farine sans aucune adjonction de succédanés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 802; rapport le 1^{er} octobre par M. Genest, n° 1144.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 19. — Proposition de loi de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant au renforcement des pouvoirs des inspecteurs de vente en gros chargés du contrôle des opérations dans les halles, foires, marchés et abattoirs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 1039; rapport le 1^{er} octobre par Mme Degron, n° 1140. Adoption sans débat le 5 octobre 1946. — Proposition de loi n° 121.

§ 20. — Proposition de résolution de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à aug-

menter la ration de pain, à diminuer le taux de blutage et à répartir plus justement les contingents de farine de seigle, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 1082.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 21. — ministère du. — Voy. *Ministères*, § 1^{er}.

— Ministre du. — Voy. *ci-dessus*, § 15.

RAVITAILLEMENT DES NON-PRODUCTEURS, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (RAVITAILLEMENT).

RECETTES, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

RECHERCHES AGRONOMIQUES, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AGRICULTURE).

RÉCOLTES (Pertes de). — Voy. *Code général des impôts directs*, § 1^{er}. — *Gibier*, § 1^{er}.

RECONSTRUCTION.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. René Coty et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à soumettre sans retard à l'Assemblée Nationale Constituante l'ensemble du problème de la reconstruction et à lui proposer la création d'une caisse autonome de la reconstruction, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 134 ; rapport le 29 août (2^e séance) par M. Halbout, n° 633. Adoption sans débat le 12 septembre 1946 (2^e séance). — Résolution n° 48.

§ 2. — Proposition de loi de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-3060 du 8 septembre 1945 qui prévoit l'extension de la législation sur la reconstruction aux biens détruits ou enlevés du fait de l'occupation ennemie, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 335 ; rapport collectif le 23 septembre (3^e séance) par M. René Schmitt, n° 987 (voy. *Dommages de guerre*, §§ 1^{er}, 3, 4, 6, 7, 9 et 10. — *Guerre 1939-1945* § 6).

§ 3. — Proposition de loi de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit loi du 1^{er} septembre 1942, et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 619 ; rapport le 13 septembre par M. Coudray, n° 803. Avis le 1^{er} octobre par M. Laniel, n° 1142.

L'Assemblée n'a pas statué.

RECONSTRUCTION (Besoins de la), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

RECONVERSION, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (ARMEMENT).

RECOURS.

— en matière d'élections. — Voy. *Elections*, § 6.

— en révision. — Voy. *Décisions de justice*, § 3.

REÇU POUR SOLDE DE TOUT COMPTE. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 7.

REDEVANCES COMMUNALES ET DÉPARTEMENTALES, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

REFERENDUM. — Voy. *Constitution*, § 9. — *Elections*, § 8. — *Territoires d'outre-mer*, § 4.

RÉFORME PÉDAGOGIQUE, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (ÉDUCATION NATIONALE).

RÉFRACTAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à la modification, en faveur des réfractaires, des dispositions de l'ordonnance du 1^{er} mai 1945, sur la réintégration obligatoire dans l'emploi, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 119.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux réfractaires et maquisards le versement de la prime, dite « prime de libération », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances), n° 121.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux réfractaires et maquisards leur congé payé pour la période 1944-1945, présentée à l'Assemblée Nationale Consti-

tuante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 122.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux réfractaires et maquisards, contraints au chômage par faits de guerre, le bénéfice de la loi du 8 janvier 1944, modifiée par la loi du 20 mai 1944, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 135.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à définir la qualité de réfractaire et de maquisard en vue d'accorder à ceux qui pourront se prévaloir légalement de ce titre un certain nombre d'avantages déjà consentis à d'autres victimes de la guerre et de la répression, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 188; rapport collectif le 19 septembre (2^e séance) par M. Darou, n° 907 (voy. *ci-après* §§ 6, 7).

§ 6. — Proposition de loi de M. Pierre-Grouès et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut des réfractaires au service du travail obligatoire, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 286; rapport collectif le 19 septembre (2^e séance) par M. Darou, n° 907 (voy. *ci-dessus*, § 5; *ci-dessous*, § 7).

§ 7. — Proposition de loi de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à accorder certains avantages aux réfractaires du service du travail obligatoire, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 660; rapport collectif le 19 septembre (2^e séance) par M. Darou, n° 907 (voy. *ci-dessus*, §§ 5, 6).

§ 8. — Proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à réparer les préjudices subis par les réfractaires et maquisards et à leur accorder de légitimes compensations morales, ou à défaut, matérielles, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 octobre 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 1217.

§ 9. — Voy. *Décorations*, § 3. — *Loyers*, § 2.

RÉFUGIÉS. — Voy. *Elections*, § 15.

RÉFUGIÉS ESPAGNOLS (Transport des), Observations y relatives, voy. *Exercices clos et périmés*.

RÉGIE (Exploitation en). — Voy. *Organisation municipale*, §§ 7, 11.

RÉGIES FINANCIÈRES. — Voy. *Fonctionnaires*, § 14.

REGIME.

- agricole. — Voy. *Assurances sociales*, § 6.
- fiscal des ostréiculteurs. — Voy. *Impôts*, § 25.
- fiscal des vins. — Voy. *Viticulture*, § 12.
- forestier. — Voy. *Organisation municipale*, § 1^{er}.

RÉGION PARISIENNE. — Voy. *Offices*, § 4. — *Transports*, § 1^{er}.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES. — Voy. *Organisation administrative*, § 1^{er}.

RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Antier et plusieurs de ses collègues concernant le Bureau de l'Assemblée Nationale Constituante élue le 2 juin 1946, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 juin 1946, n° 2. Adoption le 13 juin 1946. — Résolution n° 1.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 26 du Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du Règlement), n° 129; rapport le 25 juillet par M. Minjot, n° 264. Adoption le 2 août 1946. — Résolution n° 14.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Louis Marin en vue d'établir le vote personnel à l'Assemblée Nationale Constituante, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 août 1946 (renvoyée à la Commission du Règlement), n° 492.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de Résolution de M. Paul Reynaud tendant à modifier l'article 71 du Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 24 septembre 1946, (renvoyée à la Commission du Règlement), n° 1030.

Il n'a pas été présenté de rapport.

RÉHABILITATION DE FRANÇAIS CONDAMNÉS. — Voy. *Décisions de justice*, § 6.

RELÉGATION. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 1^{er}.

RELOGEMENT. — Voy. *Loyers*, §§ 22, 31.

REMISES. — Voy. *Débitants de tabacs*, §§ 1^{er}, 2, 3, 10.

RÉMUNÉRATION.

- d'entreprises. — Voy. *Entreprises*, § 5.
- de l'Etat, du capital et du travail. — Voy. *Sociétés*, § 3.
- parité de. — Voy. *Fonctionnaires*, § 24.

RENTES.

- Adaptation des. — Voy. *Sécurité sociale*, § 4.
- Calcul des. — Voy. *Accidents du travail*, §§ 4, 6.
- Majoration des. — Voy. *Accidents du travail*, § 10.
- Rajustement des. — Voy. *Accidents du travail*, §§ 1^{er}, 5, 8.
- viagères. — Voy. *Assurances*, § 1^{er}. — *Rentiers*, §§ 2, 3, 5.

RENTIERS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en faveur des rentiers-viagers de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, des retraités des caisses autonomes et des petits rentiers, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 223.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de loi de M. Lespès et plusieurs de ses collègues tendant à accor-

der aux petits rentiers viagers de l'État une allocation complémentaire de la rente et à relever le plafond des rentes viagères, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 288.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers viagers, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 290.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à accroître les rentes des crédirentiers et petits propriétaires, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 328.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Proposition de loi de M. Vée et plusieurs de ses collègues tendant à relever le taux des rentes viagères constituées avant le 20 juin 1940, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 518.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 6. — petits. — Voy. *Sécurité sociale*, § 12, — viagers. — Voy. *Impôts*, § 10.

RÉPARATIONS DUES PAR L'ALLEMAGNE. — Voy. *Brevets d'invention*, § 3.

REPORTS DE CRÉDITS. — Voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 3.

REPOS HEBDOMADAIRE. — Voy. *Agriculture*, § 10, 11.

REPRÉSENTANTS. — Voy. *Voyageurs de commerce*.

REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE. — Voy. *Elections*, §§ 10, 12, 20, 24.

RÉQUISITION ABUSIVE D'IMMEUBLES, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (INTÉRIEUR).

RÉQUISITIONS.

— immobilières. — Voy. *Guerre de 1939-1945*, § 6.

— militaires. — Voy. *Alsace et Lorraine*, § 6.

— pouvoirs de. — Voy. *Organisation municipale*, § 13.

— réglementation des. — Voy. *Armée*, § 3.

RÉSISTANCE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour définir le titre de combattant de la Résistance, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 192; rapport collectif le 19 septembre (2^e séance) par M. Roger Roucaute, n° 904 (voy. *ci-après*, § 2).

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 2. — Proposition de loi de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 10 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 702; rapport collectif le 19 septembre (2^e séance) par M. Roger Roucaute, n° 904 (voy. *ci-dessus*, § 1^{er}.)

§ 3. — Proposition de loi de M. Calas et plusieurs de ses collègues tendant à réparer l'injustice dont sont victimes certains marins arrêtés et détenus dans les camps de concentration pour des faits de résistance, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 952.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une aide spéciale au profit des aveugles de la Résistance, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 24 septembre 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 1022.

Il n'a pas été présenté de rapport.

RESSORTISSANTS FRANÇAIS POSSÉDANT DES BIENS EN ITALIE.
— Voy. *Impôts*, § 19.

RESSOURCES THERMALES. — Voy. *Nationalisations*, § 3.

RETENUE DE 10 O/O. — Voy. *Impôts* § 15.

RETRAITE.

— âge de la. — Voy. *Instituteurs et institutrices*, § 5.

— anticipée. — Voy. *Pensions et retraites*, § 10.

— du combattant. — Voy. *Anciens combattants*, §§ 1^{er}, 2, 3, 4.

— cumul de. — Voy. *Pensions et retraites*, § 2.

— des employés commerciaux. — Voy. *Organisation municipale*, § 12.

— des instituteurs. — Voy. *Instituteurs et institutrices*, §§ 1^{er}, 7.

— mutualiste. — Voy. *Pensions et retraites*, § 14.

— des ouvriers des établissements industriels de l'Etat. — Voy. *Pensions et retraites*, § 5.

— des ouvriers mineurs. — Voy. *Mines*, §§ 1^{er}, 2, 3, 4, 5.

— proportionnelle. — Voy. *Familles nombreuses*.

RETRAITÉS.

— chefs de famille. — Voy. *Pensions et retraites*, § 23.

— des collectivités locales. — Voy. *Fonctionnaires*, § 2.

— de l'Imprimerie nationale. — Voy. *Pensions et retraites*, § 9.

— mineurs. — Voy. *Mines*, § 6.

— proportionnels. — Voy. *Pensions et retraites*, § 3.

Voy. aussi : *Impôts*, § 10. — *Sécurité sociale*, § 12.

RÉUNION (La). — Voy. *Elections*, § 22. — *Territoires d'outre-mer*, §§ 5, 7, 13, 15.

REVENUS QUI ÉCHAPPENT A LA TAXATION, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

RISTOLAS. — Proposition de résolution de M. Maurice Petsche tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits nécessaires pour la reconstruction du village de Ristolás (Hautes-Alpes), présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n^o 144.

Il n'a pas été présenté de rapport.

ROMANCHE. — Voy. *Assainissement*, § 1^{er}.